

Service prévention des risques techniques

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
en application de l'article L.171.8 du Code de l'environnement
de la société TEMPOLOG84 pour son site situé ZAC des « Escampades », 303, avenue des
Rouliers sur le territoire de la commune de Monteux (84 170)**

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du 14 février 2024 publié au journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux soumis à la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°106 du 1 juillet 2002 délivré à Pôle Logistique Vauclusien (POLOVAL) complété par l'arrêté préfectoral n°EXT2007-11-27-0150SCPCARP du 27 novembre 2007 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 autorisant la société Pôle Logistique Vauclusien (POLOVAL) à poursuivre l'exploitation d'une plateforme logistique située sur la commune de Monteux (84 170) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 04 mars 2024 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- Vu** le dossier déposé le 11 octobre 2016 par la société Pôle Logistique Vauclusien (POLOVAL) complété le 29 novembre 2016 en vue d'obtenir la modification de son arrêté préfectoral d'autorisation ;
- Vu** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) du 19 janvier 2017 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 novembre 2024 transmis à l'exploitant en application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, par courrier du 25 novembre 2024 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'exploitant a modifié les conditions d'exploitation des installations en mettant en place un stockage extérieur, sur le parking du site, sans en avoir informé Monsieur le Préfet ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 février 2017, encadrant l'activité du site ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société TEMPOLOG84 susvisée afin de prévenir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur de la Direction Départementale de la Protection des Populations ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société TEMPOLOG84 dont le siège social est situé 7, avenue André Roussin Le Ponant Littoral à Marseille (13 016), est mise en demeure de respecter, pour son site sis ZAC des « Escampades », 303, avenue des Rouliers à Monteux (84 170), les dispositions suivantes de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 février 2017 dans le délai suivant :

Sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté de :

- Fournir un porter à connaissance informant le Préfet des modifications des installations relatives au stockage extérieur (parking au sud de l'entrepôt).

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans les délais prévus par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes – 16 avenue Feuchères – CS 88 010 – 30 941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérécourse Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 4 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Carpentras, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Monteux, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le **23 DEC. 2024**

Pour le préfet,
La secrétaire générale,

Sabine ROUSSELY

